

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21102 - 78ÈME ANNÉE

## COMMUNIQUÉ DU PCR : CLIMAT ET BIODIVERSITÉ: DES OPPORTUNITÉS POUR LA RÉUNION

De l'avis général, la COP27 a clôturé sur un résultat insuffisant au regard des enjeux planétaires et la trajectoire de neutralité-carbone.

Des initiatives intermédiaires seront nécessaires dans le but de sauver le Traité de Paris sur le Climat, arraché en décembre 2015, lors de la COP21, et entré en vigueur le 4 novembre 2016. Une opportunité s'ouvre pour La Réunion.

### UNE IMPORTANTE AVANCÉE POUR LES VICTIMES.

La création d'un Fonds pour financer « les pertes et les dommages » a été saluée positivement par les pays en développement et les territoires vulnérables.

Les représentants des îles ont été particulièrement offensifs devant la montée inexorable des océans et la disparition par noyade. Pour ces populations, « agir ou périr » n'est plus un slogan depuis longtemps.

La réaction française de tenir une conférence, à Paris, en juin 2023, visant "un nouveau pacte financier international envers les pays vulnérables", peut être un facteur opérationnel. En effet, personne ne viendra, s'il n'y a pas un caractère décisif pour plus de solidarité et de partage.



### UNE OPPORTUNITÉ À SAISIR POUR LA RÉUNION.

Ce contexte est donc favorable pour que La Réunion invite les pays de la COI à constituer un front uni, rédiger un projet de développement complet pour 55 millions d'habitants et définir le cadre d'un financement à long terme pour réaliser une communauté de destin vicinale. La Réunion peut user de son statut de RUP au sein de l'Union Européenne pour simuler des perspectives concrètes qui s'étaleront sur le siècle en cours. L'annonce imminente d'une Conférence Territoriale Publique élargie aux forces vives dans le but de rédiger un projet réunionnais consensuel prend alors tout son sens.

### L'HISTOIRE AVANCE, AVEC OU SANS NOUS.

Certes, le temps est très court pour mettre en œuvre une stratégie globale mais on ne peut y échapper. D'ici-là, La Réunion devra préparer l'opinion à la 15e Convention des



Nations Unies sur la biodiversité qui se tiendra au Québec, du 7 au 9 décembre 2022. La thématique est de stopper la perte de biodiversité partout sur la planète. Les peuples autochtones seront valorisés comme les plus grands résistants face à la horde des prédateurs.

La Réunion est un cas concret de la disparition, en 2 siècles, d'une forêt tropicale de plusieurs millions d'années. L'ultime tentative de protéger 40% de son territoire est très menacée.

Les conseil municipaux passent plus de temps à déclasser des terrains alors que rien n'est fait contre la prolifération des plantes invasives.

De plus, nous sommes à la veille de perdre notre inscription au patrimoine de l'Unesco, un label durement arraché. Les zones lacustres et lagunaires ont été asséchées, accélérant les facteurs d'inondation des zones habitées.

En l'espace d'un mois, entre la COP27 sur le climat en Egypte et la COP15 sur la biodiversité, au Canada, l'accent est mis sur l'humain qui a besoin de sécurité commune et de développement durable. Au bout du compte, l'échéance d'éradication de la pauvreté, en 2030, est déjà inscrite au calendrier depuis 2015.

Pour le secrétariat du PCR,  
Ary YEE-CHONG-TCHI-KAN

## RASSEMBLEMENT DES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES À SAINT-DENIS



**Lundi 21 novembre 2022, un drame terrible est survenu dans le Pas-de-Calais. Un agent des Finances publiques, après avoir été séquestré dans le cadre d'un contrôle fiscal avec une de ses collègues, a été tué par la personne inspectée. Cette dernière s'est donnée la mort par la suite.**

La CGTR finances publiques tient avant tout à saluer respectueusement la mémoire de notre collègue. Elle adresse également toutes ses condoléances vis-à-vis de sa famille et de ses proches. Elle soutient l'agente qui l'accompagnait durant ce contrôle.

La CGTR Finances publiques ré-affirme son attachement aux missions publiques. Nos collègues, et plus particulièrement ceux en charge des contrôles et des inspections, sont régulièrement mis en pâture par nos politiques.

Au lieu de désavouer ses agents, notre employeur, l'État, devrait œuvrer à sensibiliser l'ensemble de la population à la nécessité du service public, seul vecteur d'une égalité sociale entre tous les citoyens. Et la mission de contrôle fiscal est un acteur indispensable à notre système déclaratif.

Réapprenons à tous que l'impôt est la participation de chaque citoyen, en fonction de ses revenus, à la vie sociale de notre pays.

Sans l'impôt, il n'y aurait pas l'instruction de nos enfants dans une École publique gratuite; il n'y aurait pas d'hôpitaux, d'urgences, ni de soins accessibles par tous et pris en charge par notre système de sécurité sociale!

Il n'y aurait pas de logements sociaux, d'aide à la personne, de restaurations scolaires, de crèches accessibles à tous quel que soit son niveau de ressource. Et cette liste est loin d'être exhaustive !

Nos missions fiscales et les agents qui les assurent, contribuent au lien social sans lequel il ne peut y avoir de progrès et de vivre ensemble.

C'est aux pouvoirs publics, et notamment au gouvernement, d'affirmer l'importance de l'impôt pour notre modèle social.

Devant cette tragédie, rappelons qu'il faut d'urgence rétablir les CHSCT dans toutes leurs prérogatives, instances essentielles supprimées par la loi d'août 2019.

La CGTR Finances Publiques rend hommage à notre collègue assassiné et à l'agente séquestrée dans l'exercice de leurs missions. Plus que jamais, nous agissons pour que toutes les conditions soient réunies afin que de tels drames ne se reproduisent plus.

Ce 21 novembre à 9h, les agents se sont rassemblés à Saint-Pierre et à Saint-Denis pour rendre hommage aux deux collègues victimes.



## LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DU GOUVERNEMENT QUALIFIÉE DE PEU CLAIRE

**Selon un sondage OpinionWay-Square pour Les Échos et Radio Classique\*, publié ce 23 novembre, sept personnes interrogées sur dix (70%) la politique du gouvernement en matière d'énergie peu claire.**

Un chiffre inquiétant, alors que ce thème est au centre des préoccupations nationales et internationale, en raison de la flambée des prix.

Une minorité de Français estime même que l'exécutif met tout en œuvre

- pour que la France produise une électricité décarbonée (42%),
- pour assurer l'indépendance énergétique du pays (42%)
- ou pour réduire la dépendance de l'Hexagone aux énergies fossiles (42%).

Preuve que ce scepticisme ambiant, selon les sondeurs, seule 55% des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de la dernière élection présidentielle jugent que la politique énergétique du gouvernement est claire.

Concernant le mix énergétique, les Français sont plus nombreux à soutenir le développement des énergies renouvelables (59%) plutôt que le nucléaire (39%) : 40% des interrogés estiment que l'implantation de nouvelles fermes de panneaux solaires est une priorité et 40% préfèrent la construction de nouvelles centrales nucléaires (40%).

« *Les projets éoliens inspirent moins d'adhésion* », ont indiqué les rapporteurs de l'étude, qui montre que 29% estiment prioritaires l'implantation de parcs éoliens en mer et 21% pour les parcs éoliens terrestres.

Au niveau local, « *si une centrale de production d'électricité devait être installée à proximité de leur commune, 63% des personnes interrogées préféreraient qu'il s'agisse d'un parc éolien, contre 35% d'une centrale nucléaire* », a révélé l'étude.

Par ailleurs, le sondage relève que les Français semblent prêts à faire des efforts pour réaliser la transition énergétique.

69% estiment que les citoyens devraient être davantage incités à produire leur propre énergie. Cependant, « *la politique budgétaire à adopter pour accompagner la transition énergétique est plus clivante* », a souligné l'étude. 51% des sondés considèrent que la transition énergétique justifie des dépenses publiques importantes, quitte à augmenter les déficits, alors que 48% s'y opposent.

Le sondage OpinionWay-Square pour Les Échos et Radio Classique, a été réalisé auprès d'un échantillon de 1003 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas. L'échantillon a été interrogé par questionnaire auto-administré en ligne les 16 et 17 novembre 2022.

---

## MAYOTTE : MACRON VEUT «LANCER UN TRAVAIL PLUS VIGOUREUX» AVEC LES COMORES

**Le président Emmanuel Macron veut «lancer un travail plus vigoureux» avec les Comores et mettre plus de "moyens militaires (...)" pour "stopper les départs" de migrants vers Mayotte, où se produisent des affrontements violents entre bandes rivales depuis plusieurs jours.**

En effet, depuis une dizaine de jours, Mamoudzou, la plus grande ville de Mayotte, est secouée par des conflits entre jeunes de quartiers rivaux, qui ont fait le 12 novembre plusieurs blessés et un mort: un jeune de 20 ans tué à la machette.

Le quartier de Kawéni, d'où était originaire la victime, s'est enflammé après l'attaque d'un autobus scolaire. Samedi 19 novembre, 200 à 250 jeunes issus de ce quartier se sont réunis pour en découdre avec ceux du quartier de Doujani, plus au sud, selon la police.

Le lendemain, un automobiliste a été poignardé à Mtsapéré Bonovo, un autre quartier de Mamoudzou, selon une source policière. Plusieurs enfants ont été blessés dont un mineur de 12 ans, qui a reçu un coup de machette à la tête le 16 novembre lors de l'attaque de son car scolaire.

Face à une telle montée de la violence, le président, interpellé par des élus de Mayotte lors de sa visite du Salon des maires au Parc des expositions de la Porte de Versailles, à Paris, a déclaré "*nous allons maintenant lancer un travail beaucoup plus vigoureux avec les Comores pour stopper les départs*".

"*On va mettre plus de moyens militaires aussi en mer pour pouvoir éviter les arrivées*", a-t-il ajouté, précisant avoir "*parlé ces derniers jours*" avec le président des Comores, Azali Assoumani.

Le président français a également rappelé la décision du gouvernement de déployer à Mayotte le Raid, l'unité d'intervention d'élite de la police, après des affrontements violents.

"*Face à ce phénomène, on va avoir d'abord une réponse sécuritaire au plus vite, ensuite de coopération mais avec beaucoup de force (avec les Comores), et troisièmement on doit poursuivre le travail en profondeur de*

*réformes sur Mayotte, parce qu'on voit bien qu'aujourd'hui notre situation, nos règles, doivent être adaptées face à la réalité du terrain", a-t-il assuré.*

Mayotte fait face depuis plusieurs années à des montées de violences entre jeunes de quartiers rivaux. Des mouvements de contestation ont alors éclaté, signe de la frustration et de l'insécurité grandissante dans le département. Paris avait alors annoncé l'envoi de renforts policiers pour tenter d'endiguer le phénomène.

Cependant, dans une interview de Franceinfo le 23 novembre, le maire du chef-lieu de Mayotte, Ambdilwahédou Soumaïla, a dénoncé l'idée que les violences qui secouent l'île se résumeraient à des règlements de comptes entre bandes rivales.

*"Je pense qu'on fait une grosse erreur. On l'a toujours faite depuis quinze ans. On est en train de réduire ça à des violences urbaines, à des attaques entre bandes. Ce sont des terroristes, c'est du terrorisme. Ils sont organisés et ils ne se déplacent pas par hasard. Quand vous êtes 30, voire 50 personnes, vous planifiez vos attaques", insiste-t-il.*

De son côté, la députée Estelle Youssouffa estimait sur les ondes de franceinfo que Mayotte était *"au bord de la guerre civile"*.

D'après les chiffres rapportés par le maire de Mamoudzou, pas moins de 346 faits de violence ont été recensés au cours du seul mois d'octobre, pour un bilan de six morts et huit tentatives de meurtre.

*"En réalité, le vrai bilan, qui n'est pas du tout mesurable, c'est la terreur psychologique, le dégât psychologique que fait cette violence du quotidien, ce terrorisme du quotidien", a assuré Ambdilwahédou Soumaïla*

## LE CHANGEMENT CLIMATIQUE VA FAVORISER LES MALADIES, PRÉVIENT LE FONDS MONDIAL

***"Le changement climatique finira par tuer des gens en faisant prospérer les maladies infectieuses", a déclaré le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.***

En 2022, le Fonds a fait part de *"l'escalade de l'impact"* du changement climatique sur la santé, a alerté son directeur exécutif, Peter Sand. Ce dernier a cité la recrudescence du paludisme qui était jusqu'à présent due à la fréquence croissante et aux ravages des tempêtes tropicales. Mais, *"avec les inondations au Pakistan, elles ont pris une toute autre ampleur"*, a-t-il souligné.

*"Le mécanisme par lequel le changement climatique finira par tuer des gens est son impact sur les maladies infectieuses"*, a mis en avant Peter Sands. Le patron du fonds a indiqué que certaines parties de l'Afrique, qui n'étaient pas touchées par le paludisme, deviennent maintenant à risque, car les températures augmentent et permettent aux moustiques de prospérer, surtout en altitude.

Or, les populations de ces régions ne sont pas immunisée, d'où le risque d'un taux de mortalité plus élevé. *"C'est assez alarmant"*, a affirmé Peter Sands lors d'une réunion d'information avec l'association des correspondants de l'ONU.

D'autres menaces sont à craindre, comme la propagation de la tuberculose parmi le nombre croissant de personnes déplacées dans le monde. L'insécurité alimentaire rendrait les gens plus vulnérables aux maladies. Toutefois, ce dernier a indiqué que le monde est mieux préparé à la prochaine pandémie qu'il ne l'était pour le Covid-19.

*"2022 a été une année brutale"*, a insisté Peter Sands, *"dans les communautés les plus pauvres du monde, le VIH, la tuberculose et le paludisme tuent beaucoup plus de personnes que le Covid-19"*.



## POU NOUTE LOTOSIZANSS ALIMANTÈR, AVÈK NOUTE RAVAZ POU RANTE DANN RON LOTOSIFIZANS-LA.

**Mézami zot i koné mwin lé pou lotosifizanss alimantèr-apèl ali souverènté alimantèr si zot i ve apèl ali ankor lotonomi alimantèr... Final de konte mi panss lo troi i vé dir a popré lo mèm zafèr. Mé koman oziss ni pé défini in kékshoz konmsa ?**

Alon sèye poz in définissyon : mi diré sé ariv a produir épi d'konsomé prinsipalman épi majoritèrman sak i pé trouv dan nout lanvironeman. Arzoute avèk sa si l'moune i fé sa la sékirité alimantèr sar pli fassilman assiré.

Astèr si mi rogarde dann mon téléphone mi trouv in définissyon konm sak i sui: lo koéfiçyan lotosifizanss alimantèr sé in poursantaz ki pèrmète mézir la prodikssyon alimantèr d'in péi, par rapor sak son popilassion la bézoin konm nouritir. Ni pé dir ankor trape son lotonomi alimantèr pou in péi é pou in pèp sé kan li produi sifizaman la nouritir pou satisfé son bézoin boir é manzé.

Mi pé di, koméla, dann noute péi la Rényon kissoi lotonomi alimantèr, kissoi lotosifizanss, kissoi ankor la souverènté alimantèr, sa sé in bande zidé lé plizanpli popilèr. Biensir zot lé pa majoritèr dann noute lopinyon pou plizyèr rézon ni pé sèye oir in n'ot zour ....

E konm dabitide, dann nout péi, lé possib i assist in lèvé d'boukliyé in konba idéoloik lé pankor gagné.

Biensir sa i vé pa dir, si ni trape lotosifizanss alimantèr sé pars ni sava manz maniok èk patate. Mé dabor ni pé di manioc, patate, kanbar, sonz é toute kalité ravaz i mérité nout respé par rapor zot kalité gustativ-zot gouté si ni vé di sa konmsa-, épi par rapor sak zot i pé aporte dann l'alimantassion nout pèp rényoné. Ob liye pa galamn noute zansète koman zot la nouri azot avèk sa.

Kossa mi antande dann mon zorèye ? Néna inn l'aprè di sa lé pa bon ditou é anpliss sa lé pa varyé ? Lèv-la don. Alé simploman dsu google épi zot va oir la kantité pla i pé fé avèk noute bande rassine, koman sa lé valab avèk la vyande pou sak i manj la vyande épi la shèr poisson pou sak i yèm sa, dozèf é toute kalité protide animal.

Fransh vérité mézami, si ni konsidèr bien noute bande nouritir lontan, si ni mépriz pa li, mé si ni rogarde sak li pé aporte pou nou, ni oi sa i pé rante dann ron noute lotosifizanss alimantèr é lé ga, bien konmlkifo.

A bon ékoutèr, salu !

**Justin**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71ème année  
Directeur de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;  
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:  
Jean Slmon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques  
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:  
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re  
Site Web: www.temoignages.re  
Tél : 02 62 55 21 21  
Publicité: publicite@temoignages.re  
CPPAP: 0916Y92433